

Le p'tit MOT-DIT!

Journal de l'Association pour la défense des droits sociaux de Gatineau

NOVEMBRE 2014

Le conflit israélo-palestinien et ce qu'en disent les médias



Résumé du journal

- Les syndicats et les régimes de retraite.....2
- Lettre critique, "la nuit, femmes sans peur".....3
- Commission populaire sur la répression politique.3
- Gatineau bafoue le patrimoine autochtone.....4
- L'économie face au respect des droits humains...5
- La difficile commémoration de Malcolm X.....6
- Un riche vole un pauvre...c'est des affaires.....7
- Coquelicot blanc et autres évènements.....8

Malgré les souffles de soulagement qui ont suivis l'accord « permanent » de cessez-le-feu entre l'autorité palestinienne et Israël le 26 août 2014, nous n'avons pas de raisons de nous réjouir autre que celle de savoir qu'il permettra au gazaouis de profiter d'une « pause » pour panser ses plaies. C'est un Gaza dévasté par la mort, la souffrance, la misère et la destruction que nous retrouvons encore aujourd'hui sous la botte d'Israël.

Il est significatif que les médias occidentaux aient salué l'accord survenu entre « le Hamas » et Israël alors que seule la faction palestinienne du Fatah est généralement admise à la table des discussions avec Israël qui refuse de discuter directement avec des terroristes qui renient l'existence de l'État d'Israël.

La correction nous est parvenu quelques 24 heures après l'annonce par la partie égyptienne, Israël précisant qu'il acceptait les termes de l'entente après discussion avec Mahmoud Abbas, chef de la faction palestinienne du Fatah et président de la Palestine!

Comment cette confusion a-t-elle pu s'installer dans nos esprits ? En 2006 le Hamas était élu, avec la majorité absolue au parlement palestinien, lors d'un scrutin supervisé par une délégation internationale indépendante. Ce résultat n'a cependant pas plu à Israël, ni aux USA et aux pays européens, non plus qu'au Canada. Et ce fut par des tractations de coulisse que le président Mahmoud Abbas fut élu président et qu'il manœuvra, de concert avec Israël (par l'arrestation et l'emprisonnement de plusieurs députés du Hamas), pour écraser la majorité du Hamas au parlement. Depuis, nos médias nous ont martelé le cerveau avec cette formule toute faite de « l'Autorité palestinienne », et son président élu, et du groupe « terroriste » Hamas afin que nous comprenions de moins en moins ce qui se passe là-bas. N'en restant pas là, toutes subventions au gouvernement palestinien pour l'aide aux réfugié-e-s, qui constituent près de la moitié du budget de ce gouvernement, n'est dirigé qu'à cette « autorité » qui détermine des sommes qui iront, ou n'iront pas, en aide aux gazaouis.

Dans ce même ordre d'idées, Israël ne manque

jamais une occasion de nous dire qu'il ne peut négocier avec une organisation qui refuse l'existence de l'État hébreu. S'il y a déjà eu un semblant de vérité dans cette assertion, lorsque les États arabes ont refusé la création d'Israël qu'on leur imposait en 1948; nous devons être critique sur cette affirmation actuellement.

Ce que le Hamas refuse en vérité c'est la création d'un état « juif », qui impliquerait une discrimination face à la population arabo-musulmane de cet état. Israël, se targuant d'être le seul État démocratique de la région, nie cette affirmation, mais on ne peut fermer les yeux sur la discrimination qui existe présentement en Israël. Les statistiques relatives à l'espérance de vie, la mortalité infantile, l'éducation, le revenu, l'emploi...démontre la situation déplorable dans laquelle vit la population arabo-musulmane du pays et, lorsque de l'État d'Israël refuse l'admission de ses citoyen-ne-s dans les forces armées ou pour une subvention qui leur permettrait de s'établir en Palestine il devient évident qu'ils et elles sont considéré-e-s comme des ennemi-e-s. (suite page suivante)

LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN...LA SUITE

L'immigration demeurant la pierre de touche de cette discrimination en donnant priorité (comprendre exclusivité) aux personnes de religion juive.

Nous arrivons au conflit actuel. Personne ne peut nier que les médias nous aient parlé de ces tirs de rockets palestiniens qui justifiaient la réponse israélienne. Les journalistes nous diront que ce sont des faits. Mais regardons-y de plus près.

Israël disait vouloir protéger sa population, principalement celle vivant dans les parages de la Bande de Gaza, contre ces tirs aveugles qui menaçaient l'intégrité physique et morale de ces citoyens et citoyennes. D'où la formule mille fois répétée par les journalistes perroquets du droit d'Israël à se défendre.

Une première observation s'impose. Ces personnes dont on nous parle sont

des colons installés sur les terres de Palestine, des colons ayant tous et toutes fait leur service militaire, des colons ayant à leur disposition des milices entraînées et l'armée régulière en réserve. Pour les palestiniens et palestiniennes se sont des envahisseurs qui n'ont de droits que ceux qu'ils et elles se sont arrogés au bout du fusil!

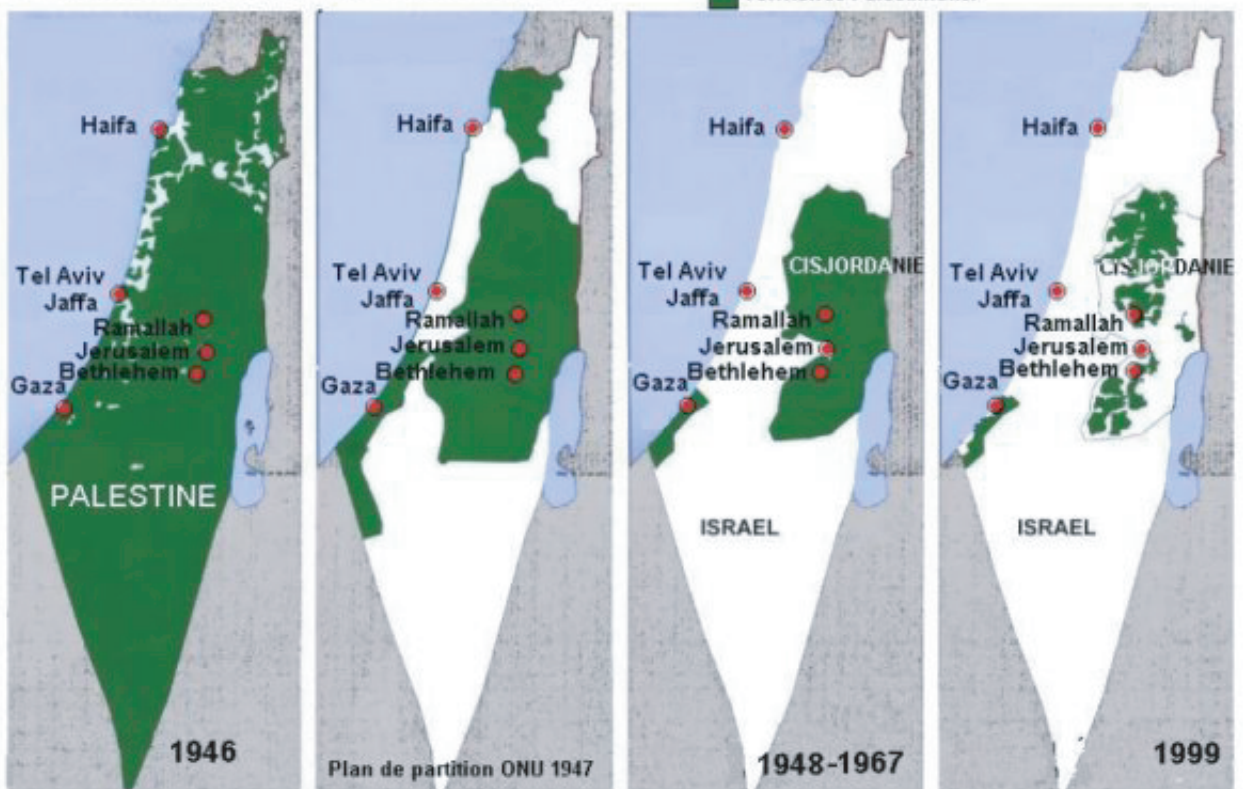
Une deuxième remarque qui ne demande pas de démonstration magistrale vient de la bouche même du ministre de la défense d'Israël lorsqu'il tentait de convaincre l'Association internationale de l'Aviation de cesser de boycotter de l'aéroport de Tel-Aviv et les touristes de venir en Israël. Il n'y a aucun danger ici! Nous vous assurerons une totale sécurité! Et les chiffres ont été là pour le prouver : la résistance palestinienne s'en étant prise presque uniquement à l'armée israélienne. Ce qui, entre autre chose, vient démentir les accusations de crime de guerre que l'on voudrait attribuer

aux terroristes du Hamas.

Enfin, nous arrivons par ce biais, à une propagande encore plus insidieuse de nos médias qui relatent les combats. Ils comptent les morts...du côté de l'armée israélienne : tant de militaires; parfois nous avons même l'honneur d'assister à la mise en terre avec tout le décorum dû aux soldat-e-s tué-e-s au combat. Les combattant-e-s du côté palestinien eux ou elles : pas un mot plus haut que « terroriste »! Parfois une vidéo montrant que l'armée israélienne les abattait comme des bêtes lorsqu'ils ou elles sortaient d'un tunnel; parfois un défilé aux pas de course dans les ruelles encombrées de débris d'un quartier de la Bande de Gaza un point c'est tout. D'un côté le droit de tuer; de l'autre celui de mourir!

Robert Marois

L'évolution de la Palestine de 1946 à 1999





Le 22 novembre prochain se tiendront à l'Université du Québec en Outaouais les audiences de la Commission populaire sur la répression politique (CPRP). Il s'agit d'une initiative militante en réaction à la Commission Ménard mandatée par le PQ pour faire la lumière sur la répression entourant les manifestations du printemps 2012 et qui fut qualifiée de « bidon » par plusieurs.

La CPRP quant à elle vise à dresser l'évolution de la répression politique depuis 1990 au Québec. Pour se faire, elle compte faire appel aux gens qui l'ont vu et vécu. Les témoignages seront entendus par des commissaires issus du milieu communautaire et cela en toute confidentialité.

Vous habitez la région de l'Outaouais et avez été la cible de répression politique ici ou ailleurs, ou en avez été témoin? Nous voulons vous entendre! Manifestations étudiantes du printemps 2012, manifestations tenues en marge de sommets à Ottawa et Toronto, manifestations du milieu communautaire et syndical, etc...

Il suffit de se préinscrire auprès de la Commission par l'entremise du site web au www.cprp.info pour être entendu le 22 novembre prochain lors du passage de la Commission à Gatineau.

LETTRE CRITIQUE SUR LA MARCHÉ "LA RUE, LA NUIT, LES FEMMES SANS PEUR"

Hier, le 8 octobre, j'ai participé à la Marche La rue, la nuit, les femmes sans peur, organisée par le CALAS de Hull. Je participe à cette marche depuis maintenant cinq ans afin que toutes ensemble, avec nos alliés, nous nous réappropriions la rue et les espaces publics pour dénoncer les violences que vivent les femmes et affirmer collectivement notre droit de vivre dans la dignité et non l'insécurité et la culpabilité.

Or, j'ai vécu un énorme malaise en voyant une des organisatrices s'entretenir avec deux agents de police de la ville de Gatineau. En regardant autour de moi, je remarque que des étudiant-e-s en techniques policières nous entourent, dont deux étudiants hommes portant des dossards orange. Pendant le speech d'avant départ, nous sommes invitées à applaudir et remercier les « étudiants qui sont là pour assurer notre sécurité ». La police (futur-e-s policiers, policières) qui nous « protège » dans notre action de réappropriation de la rue?

Le message n'était-il pas de reprendre notre pouvoir comme femme et de marcher toute ensemble dans la rue? « Dans les rues on va marcher, c'est fini

d'avoir peur »... mais nous avons besoin de la police pour nous sentir en sécurité?



Peut-être avons-nous oublié que les agents de police sont souvent les agresseurs des femmes de la rue, que tant de femmes autochtones ont vécu la violence policière jusqu'au meurtre, que pour les travailleuses du sexe, la peur provient souvent des policiers qui les harcèlent, qui les judiciaisent, qui les agressent. Peut-être que comme féministes blanches travaillant dans l'institutionnel, la violence policière,

nous ne la voyons pas et nous ne la vivons pas, mais pour plusieurs femmes, il s'agit d'une réalité. En collaborant avec les services policiers, nous avons envoyé le message que la police nous protégeait, lorsqu'en fait, la police ne protège qu'une classe de femme, elle ne protège pas les femmes sortant de la norme sociale de féminité : les femmes autochtones, les femmes racialisées, les utilisatrices de drogue, les travailleuses du sexe, les femmes activistes, les personnes trans, queer...

Toutes les femmes ne sont pas libres. Il y a des femmes plus libres que d'autres. Il y a des femmes qui oppriment d'autres femmes également. Et comme femme blanche se disant féministe, il faut identifier nos privilèges : nos privilèges de fonctionner dans les services sociaux, dans les lieux de pouvoir institutionnel comme les services policiers. Bref, ayant été judiciairisée par la police, ayant vu la violence policière, hier, je ne me suis pas sentie en sécurité dans cette marche, comme je ne me sens pas en sécurité lorsque je marche seule la nuit et qu'une auto-patrouille passe près de moi.

Lovanie Anne Côté

GATINEAU BAFOUE

LE PATRIMOINE AUTOCHTONE

C'est par une intervention impliquant 40 policiers et menant à six arrestations que la Ville de Gatineau a décidé de mettre un terme au campement autochtone établi sur la rue Jacques-Cartier à la mi-août. Ce procédé illustre bien le mur qui sépare les autorités et les revendications des peuples autochtones, de même que la nature colonialiste des institutions publiques. Pendant toute la durée du campement, qui est resté en place plus d'un mois, le maire Pedneaud-Jobin n'a pas daigné venir s'asseoir pour discuter, et s'est refusé à mettre une entente sur papier.

Rappelons qu'un groupe d'autochtones et métis de la région ont installé le camp à Pointe-Gatineau suite à la découverte de plus de 20 000 objets datant de 3 000 à 6 000 ans dans un espace de 40 m², alors que la ville se montrait peu enthousiaste à poursuivre les fouilles. Bien vite, des autochtones d'ailleurs au pays et des résident.e.s du quartier commencèrent à passer du temps au campement et à prendre part à une discussion soutenue sur l'histoire, le colonialisme et le développement du quartier. On en avait contre la légèreté avec laquelle la ville traitait un site qui renfermait autant de trésors. On parle d'un site situé à la confluence des rivières Gatineau, des Outaouais et Rideau, qui contient des secrets d'une valeur inestimable permettant de jeter l'éclairage sur l'histoire des peuples autochtones de la région.

Cette indignation devant la volonté de la ville de prioriser les travaux rejoignait celles de résident.e.s de Pointe-Gatineau, qui depuis des années sont pris d'assaut par les promoteurs immobiliers. Les travaux de réfection de la rue



Jacques-Cartier font d'ailleurs partie de ce projet de « revitalisation » visant à préparer le terrain pour la construction de condos luxueux le long de la rivière. À Gatineau, c'est le profit qui passe avant tout, et ceux et celles qui se mettent en travers se font répondre par des injonctions et des arrestations.

Les terres sur lesquelles cette intervention a eu lieu n'ont pourtant jamais été cédées par les peuples autochtones qui y habitaient. La ville pouvait s'estimer chanceuse qu'on lui demande simplement d'étendre les fouilles, d'y installer un centre d'interprétation et d'accorder un rôle de supervision aux autochtones. Elle a fait preuve d'une fourberie particulière en désignant le chef de bande de Kitigan Zibi comme interlocuteur plutôt que de s'adresser aux gardien.ne.s du camp, puis en faisant croire à l'existence d'une entente avec celui-ci, dans le seul but de justifier l'éviction du campement. Il n'y a jamais eu d'entente, et finalement la ville a procédé à une courte extension des fouilles après l'éviction, sans supervision extérieure et en embauchant un observateur qui se trouve à être un employé autochtone

de la CCN, elle-même partenaire du projet de réfection. Quant aux autres objets des revendications autochtones, la ville n'a signalé aucun intérêt d'aller de l'avant maintenant que le campement a été évincé.

La lutte n'est cependant pas terminée. Les six arrêté.e.s font encore face à la justice et il sera important de les soutenir. Par ailleurs, à un jet de pierre de l'hôtel-de-ville, mais du côté ontarien, on vient juste d'approuver un projet de développement mixte sur l'île Victoria, un site d'importance historique pour les Algonquins, qui ont encore en mémoire l'époque où les chutes des Chaudières coulaient librement. Il sera intéressant de voir si on peut faire y faire converger les luttes de résistance à la gentrification avec les revendications nationales autochtones.

Padraic O'Brien

QUAND L'ÉCONOMIE DEVIENT PLUS IMPORTANTE QUE NOS DROITS

À mon sens, tout l'intérêt de vivre en société réside dans notre capacité collective à améliorer notre qualité de vie. Cette perspective d'amélioration est d'ailleurs à l'origine de la reconnaissance des droits humains. En ratifiant, dans les années 60 et 70, les deux pactes internationaux relatifs aux droits humains (PIDESC et PIDCP), le Québec et le Canada, tous comme de nombreux autres pays, reconnurent leurs responsabilités et leurs obligations à mettre en place des programmes sociaux favorisant le plein accès aux droits pour l'ensemble des citoyen-ne-s. C'est alors que les programmes d'éducation, de santé, de sécurité de vieillesse, d'aide sociale, des droits du travail et plusieurs autres ont vu le jour. C'est aussi à ce moment que fut créée les sociétés d'État tel Hydro-Québec ou encore la SAAQ. C'est dire qu'à cette époque nous donnions préséance au respect des droits humains et nous étions prêts à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer à tous et toutes, une vie digne.

Depuis la tendance s'est inversée. À renfort de grands titres, d'éditoriaux, de think tanks de droite, de campagnes électorales, de sondages et de radios poubelles, on nous martèle à journée longue que notre seule priorité doit être le développement économique. Qu'il faut d'abord créer la richesse avant de la redistribuer. Aujourd'hui, les nouvelles économiques ressemblent à des bulletins de météo tellement l'information nous est livrée telle une finalité impossible à repenser. Le prisme de la finance et du capitalisme est maintenant aussi indiscutable qu'une journée peut être ensoleillée.

L'époque Thatcher, Reagan et Mulroney fut un moment tournant dans ce renversement de situation. Depuis cette époque nous subissons vague après vague les augmentations de tarifs, la privatisation de services publics et la désorganisation des programmes sociaux. Toujours sous le couvert du développement économique, les

gouvernements consécutifs se sont livrés à une série de mesures ayant pour seul résultat concret une augmentation des écarts de la richesse. D'ailleurs l'Institut de la statistique du Québec, vient de nous démontrer que cet écart a augmenté rapidement depuis les années 90 alors que dans les années 60 et 70 l'écart s'était réduit. Ainsi, ceux qui profitent réellement des mesures de création de la richesse sont les possédants.

La conséquence de ce renversement de situation entre la primauté des droits et la primauté de l'économie est donc un appauvrissement de la vaste majorité de la population et, par conséquent, une diminution drastique du respect des droits humains. Les frais de scolarité qui augmentent font reculer le droit à l'éducation. Les coupures à l'aide sociale font reculer le droit à un revenu décent. La désorganisation du système de santé fait reculer le droit à la santé. Les augmentations de tarifs d'électricité font reculer le droit au logement. Vous voyez le genre... En fait, au nom de la création de la richesse et dans l'intérêt des amis du pouvoir, les gouvernements ont préféré abandonner leurs responsabilités quant au respect des droits humains pour plutôt favoriser l'augmentation de la concentration de la richesse.



Une autre conséquence de ce renversement est l'abnégation des États de leur pouvoir législatif au profit des grandes entreprises et des multinationales.

Les premiers traités de libre échange ayant justement été signés par Reagan et Mulroney et actuellement en vogue, remettre le pouvoir décisionnel entre les mains des instances internationales (FMI, Banque mondiale, OMC) sur qui les États n'ont aucun contrôle. Ces organes de contrôle de l'économie internationale ont pour seule finalité de voir aux intérêts de l'oligarchie qui, elle, n'a aucun intérêt à respecter les droits humains, les droits du travail ou encore de respecter de l'environnement. Signe du désintérêt que ces traités représentent pour le peuple, ils sont strictement négociés dans le plus grand secret. Rappelez-vous la répression qu'on subît les groupes qui ont tentés de s'informer ou de dénoncer ces traités, nommons seulement le sommet des Amériques et le sommet de Seattle.

En bref, on nous dit aujourd'hui qu'il faille se serrer la ceinture, qu'il faut faire notre juste part, que le Québec n'a plus les moyens de ses programmes sociaux, que nous sommes à l'heure des choix. Bien sûr que les coffres de l'État son vides, depuis des années les décisions gouvernementales, qu'ils furent rouge ou bleu, on volontairement réduit la capacité de l'État à assurer une justice sociale digne de se nom par une redistribution de la richesse. Depuis des années tous est mis en place pour faciliter la croissance économique. Pourtant, depuis des années la large majorité de la population s'appauvrit et voit le respect de ses droits reculer. Le paradigme voulant que la priorité doive être donnée à l'économie doit prendre fin. Les conséquences de ce paradigme sont désastreuses pour la population et pour l'environnement. D'ailleurs, l'économie doit être un outil utilisé par une population afin d'assurer l'amélioration de ses conditions de vie. Alors qu'aujourd'hui, nous sacrifions des populations entières au nom du développement économique.

Disons non ! Fâchons-nous !

Alexandre Ranger

LA DIFFICILE COMMÉMORATION DE MALCOLM X

Le 21 février prochain sera le 50e anniversaire de l'assassinat de Malcolm X. Il est fort à parier que nous n'en entendrons que vaguement parler. En effet, à l'heure où « Islam » et « radicalisme » rime nécessairement avec « terrorisme » et « intégrisme » dans nos médias, le devoir de mémoire risque d'être balayé sous le tapis. Qui plus est, l'individu ayant perpétré le meurtre d'un militaire à St-Jean-sur-Richelieu dernièrement arborait sur son Facebook une image comme celle ici-bas. Comme si cela ne suffisait pas, les quartiers noirs de certaines villes américaines recommencent à s'embraser devant les assassinats à caractère racial perpétrés souvent par les forces policières; le ras-le-bol est palpable.



Dans ce contexte, le seul fait de discuter de l'héritage laissé par Malcolm X peut sembler défier l'ordre social et la bienséance. Mettons-nous donc modestement à la tâche!

Jeunesse et larcins

Né dans le Nebraska, Malcolm est le fils d'un prêcheur baptiste. La famille dut cependant déménager au Michigan suite à des menaces du Klu Klu Klan. Il faut savoir que quatre des oncles de Malcolm furent assassinés par des blancs. Par ailleurs, des doutes circulent aussi quant au caractère accidentel de la mort du père de Malcolm, sur les rails d'un tramway, alors que Malcolm n'a que six ans.

Jeune adulte, il vit successivement à Boston et New York et commet quelques petits larcins qui lui valurent de passer sept ans en prison. S'il y entre en tant qu'antireligionnaire notoire, il en ressortira en 1952 complètement converti à un courant non orthodoxe de l'Islam, la « Nation of Islam », carburant entre autres autour du chef spirituel et charismatique autoproclamé

d'Elijah Muhammad. L'année suivante, il est déjà prêcheur pour un temple de la NOI.

Prêcheur du nationalisme noir

En 1954, Malcolm est affecté comme prêcheur de la NOI dans le quartier d'Harlem à New York. Il acquiert rapidement une réputation nationale, ses propos tantôt radicaux voir haineux à l'égard des blancs trouvant écho auprès des masses afro-américaines opprimées.

Conformément aux alignements de la NOI, Malcolm X prône tantôt un séparatisme noir. C'est d'ailleurs ce positionnement, conjointement avec l'appel à la résistance armée, qui fera en sorte que les liens seront tenus avec le mouvement pour les droits civiques autour de Dr Martin Luther King, qui lui est pacifiste. Dans ces années, Malcolm X sera actif dans des groupes paramilitaires articulés autour de la NOI. Ces groupes sont plutôt à caractère défensif, afin de répliquer aux forces de l'ordre quand elles menacent leurs rassemblements et manifestations ou encore pour répliquer aux actes de violence raciale.

Ruptures et internationalisme

Au début des années soixante, des tensions commencent à poindre entre Malcolm et le leader de la NOI, Elijah Muhammad. Le charisme de Malcolm fait de l'ombrage au leader de la NOI et les nombreux adultères commis par Elijah Muhammad effritent le caractère « divin » donné au leader spirituel aux yeux de Malcolm.

En dehors de la ligne ségrégationniste imposée par la NOI, Malcolm voit aussi des rapprochements possibles avec le mouvement pour les droits civiques, qui lui est tout à fait intégrationniste. Il continuera toutefois de leur reprocher vivement leur non-violence, qui est synonyme de soumission selon lui. Le nationalisme noir qu'il prône désormais vise à faire l'unité de la communauté afin de mener le combat politique national et international. Les blancs ne sont plus visés en tant que blancs par ses propos, mais en tant que détenteurs du pouvoir politique et économique, en tant qu'opresseurs.

En 1964, les tensions idéologiques conduisent au départ officiel de Malcolm de la NOI et la fondation de sa propre organisation religieuse. Un pèlerinage à La

Mecque vient lui confirmer les convictions qui étaient nées chez lui au cours des dernières années : il voit alors défiler des gens de toutes les couleurs de peau. De retour de voyage, il fondera une organisation laïque pour mener poursuivre le combat dans le champ uniquement politique.

Après une première tentative infructueuse, il sera assassiné une semaine plus tard le 21 février en pleine célébration devant plus de 400 personnes. La commande venait sans doute de la NOI, mais il reste à déterminer le rôle que le FBI a aussi joué puisqu'il avait alors plusieurs agents infiltrés dans le milieu.

Leg et analyse pour notre temps

Alors que l'image de Malcolm X semble reprise de nos jours par certains zélés religieux, il semble opportun de souligner que chez le personnage, la religion semblait servir de prétexte pour rassembler la communauté noire autour d'un projet politique. Ainsi, même en tant que prêcheur, son discours reste beaucoup plus dans la sphère politique que religieuse.

Dans les dernières années de sa vie qui fut écourtée, lorsqu'il se distancie des « dogmes » de son organisation religieuse, il devient critique du positionnement ségrégationniste de la NOI, qu'il va même jusqu'à qualifier de raciste. Il ne voit plus comme viable le développement d'une société noire en apartheid total de la blanche ou dans un État indépendant. Ce cheminement vers un internationalisme certain n'a malheureusement pas suffisamment influencé les mouvements radicaux noirs de la décennie suivant sa mort, qui eux, resteront pour la plupart à caractère nationaliste.

À l'heure où l'indignation devant des crimes raciaux souvent commis par des forces de l'ordre est de plus en plus palpable, comme on a pu le voir par exemple l'été dernier à Saint-Louis aux États-Unis ou encore avec Freddy Villanueva il y a quelques années à Montréal, le leg de Malcolm X est précieux. Il aurait rappelé la nécessité de ne laisser aucun moyen de côté afin d'arriver à ses fins politiques et de ne pas avoir peur des mots et d'agir concrètement.

QUAND UN RICHE VOLE UN PAUVRE, ON DIT QU'IL FAIT DES AFFAIRES!

Vous en avez possiblement déjà entendu parler légèrement dans les médias dominants, les retraité-e-s de l'usine de pâte et papier de Masson, comme leurs collègues de deux autres usines appartenant à White Birch au Québec, se font voler 45% de leurs pensions depuis maintenant plus de 22 mois. Le tout se produit sans réelle lutte de la part des syndicats, qui une fois de temps en temps, prennent tout de même le temps de sortir dans les médias pour se féliciter des avancés dans le dossier des retraité-e-s...bien que ces derniers et dernières attendent toujours l'argent qu'on leur doit. La grande question est donc...pourquoi cette situation perdure depuis si longtemps? Je vous propose une réponse dans ce texte : Les retraité-e-s ne « produisant » plus rien pour l'entreprise et le syndicat, l'ensemble des parties (comme dirait un juge) s'en sacre de ce qui advient des conditions de vie de ces personnes!

Au fil des mois qui avançaient et des factures qui ne pouvaient être payées, les retraité-e-s de l'usine de Masson ont connu, pour la plupart, la pauvreté; la perte de biens matériels (auto, maison, etc); la dépression et d'autres n'auront même pas vécu assez longtemps pour voir l'argent de leur pension. Ceci étant, les retraité-e-s se sont organisé-e-s comme ils et elles le pouvaient, entre autres en tenant au moins deux manifestations (devant l'usine et devant le bureau du député fédéral) dans les derniers mois afin de mettre de la pression sur leur ancien employeur. Pourtant, aucun geste d'appui réel de la part des syndicats n'est venu. Au contraire, le regroupement syndical auquel est membre le syndicat local de l'usine de Masson, UNIFOR, s'est même dissocié de ces deux manifestations, notamment parce qu'ils craignaient que les retraité-e-s tentent de bloquer l'usine, ce à quoi le syndicat s'opposait bien sûr, dans son désir de paix sociale entre le patronat et le syndicat.

Le 2 octobre dernier, un juge a finalement rendu son jugement, après plus de 5 mois de délibération, dans une cause parallèle à celle des retraité-e-s de White Birch. Dans ce dossier, le juge donnait raisons aux

retraité-e-s et imposait aux employeurs d'enregistrer les fonds de pensions afin que l'argent soit enfin versé aux retraité-e-s. On peut y voir une bonne nouvelle, mais on peut aussi y voir des mois d'attentes qui pourraient encore s'ajouter pour les retraité-e-s, la compagnie pouvant faire appel de la décision. Ceci étant, le regroupement syndical pan-canadien qui « représente » les syndiqué-e-s des trois usines de White Birch au Québec, a vite fait de réagir en criant victoire, comme s'ils avaient réellement quelque chose à voir avec le moindre avancement de ce dossier. Pourtant, depuis le début, UNIFOR s'est dissocié des actions des retraité-e-s qui tentaient de mettre de la pression sur le « big boss ». Encore une fois, les grands syndicats corporatistes ont démontré sur quel côté de la clôture ils sont, soit celui des classes dominantes et possédantes. En effet, dans d'innombrables luttes, les grands syndicats sont, au mieux, inutiles...et au pire, des obstacles pour l'avancement des conditions de vie des travailleurs et des travailleuses ainsi que de la population en générale.

Quand un riche vole un pauvre, on dit qu'il fait des affaires. Quand un pauvre vole un riche, on dit qu'il fait un crime...quand un syndicat regarde un riche voler un pauvre, on dit qu'il est pragmatique et raisonnable!

Petite réflexion

Quand j'étais jeune, il y avait une panoplie de publicité à la télévision qui vantait haut et fort un concept magnifique de notre société apparemment civilisée, soit « Liberté 55 ». On y faisait la promotion de la retraite à 55 ans, nous laissant ainsi entrevoir une lumière au bout du tunnel de l'exploitation salariale dans lequel nous devons passer nos vies. Ce que je n'avais pas compris entre deux émissions de « p'tits bonhommes » à cette époque, c'était que « Liberté 55 », ce n'était pas pour tout le monde...et qu'en plus, c'était de la « bullshit » bien ficelée.

Du côté des syndicats, il est déjà bien évident qu'ils jouent un rôle de « modérateur » dans les différentes luttes, dont notamment celle contre la Loi 3 sur les retraites des employé-e-s municipaux, allant même jusqu'à dénoncer leurs membres qui posent des actions concrètes, dont notamment ceux et celles qui sont accusé-e-s suite au « dérangement » d'une session du conseil municipal de la ville de Montréal. Ces establishments syndicaux laisseront tomber

les retraité-e-s passé-e-s et futur-e-s, pour protéger les intérêts du moment. Ils parleront de gains alors qu'ils viendront de laisser tomber un des gains les plus importants des luttes ouvrières et populaires des dernières décennies. S'ils ne sont pas là pour défendre les vrais intérêts des travailleurs et travailleuses, des retraité-e-s ainsi que de l'ensemble de la population, c'est à ces derniers et dernières de s'organiser afin de contrer la mise à mort de leurs conditions de vie future par les différents gouvernements, le tout avec l'assentiment tacite des « establishments » syndicaux.

En conclusion, les fonds de pension privés ne sont pas la solution au problème collectif des personnes qui atteignent l'âge de la « retraite » (65 ans pour l'État québécois). Tout en défendant les retraité-e-s qui étaient autrefois syndiqué-e-s, il ne faut pas oublier la vaste majorité de la population (travailleurs et travailleuses précaires / personnes sans emplois) qui elle, n'aura droit qu'aux miettes distribuées par la Régie des rentes du Québec (RRQ). En attendant le « Grand soir », c'est une lutte qui m'apparaît importante, soit d'augmenter drastiquement les montants prévus pour les prestations de la RRQ. Contrairement aux mensonges qu'on racontait à l'époque où j'écoutais mes « p'tits bonhommes », le mot « retraite » ne signifie plus la liberté, il signifie la pauvreté jusqu'à la mort pour plusieurs.

David Clément

Rassemblement du coquelicot blanc



***Mardi, 11 novembre 2014
10h30 (à 11h15)
Monument pour la paix
au coin du boul. Alexandre-Taché et St-Joseph***

En souvenir de toutes les victimes de la guerre, militaire et civile, pour bien marquer notre opposition aux guerres actuelles et notre volonté d'en finir avec ce fléau, les membres de la Table ronde des OVEP de l'Outaouais (TROVEPO) vous invitent de venir en grand nombre au rassemblement annuel de coquelicot blanc dans l'Outaouais.

Des coquelicots blancs sont disponibles (1\$) dans les organismes membres de la TROVEPO et dans les locaux de la TROVEPO.

Pour plus d'information, contactez la TROVEPO au 819-771-5862 ou l'ADDS au 819-770-3839.

Si vous souhaitez soutenir financièrement la publication de ce journal populaire, n'hésitez pas à nous contacter ou à envoyer vos dons par la poste.



Si vous désirez recevoir le P'tit MOT-DIT! directement à votre porte, faites-nous le savoir et nous vous en posterons une copie!

**18 Charlevoix
Gatineau, Québec
J8X 1P1**

**Téléphone
(819)770-3839**

**Courriel
lutter@addsgatineau.org**

**Site web
www.addsgatineau.com**